



infos

N° 4 2007/2008

Composé et Imprimé par le SNUipp Finistère
113 route de Pont-L'Abbé 29000 QUIMPER
Dir. G. Barré CPPA 03 10S07227

☎ 02 98 53 76 77 OU 02 98 53 72 34

FAX : 02 98 55 55 14

e.mail : snu29@snuipp.fr Le 8 NOVEMBRE 2007

Notre site : <http://29.snuipp.fr>

RETROUVONS LA PÊCHE TOUS EN GREVE LE 20 NOVEMBRE

11200 postes en moins dans l'éducation nationale, des enfants de moins de 3 ans qui ne seront plus accueillis dans nos écoles, des classes surchargées, une intégration au rabais des enfants handicapés qui portera préjudice à tous les élèves de nos écoles, handicapés ou non, une baisse importante de notre pouvoir d'achat, des enfants scolarisés menacés d'expulsion, l'obligation pour nous de travailler plus et plus longtemps pour gagner moins, tout va pour le mieux dans le meilleur des mondes.

Pourtant la crise n'est pas pour tout le monde. Les sociétés pétrolières font des bénéfices énormes, le MEDEF vit un conte de Noël permanent, les députés et sénateurs préservent leur régime de retraite pourtant plus intéressant que celui qui était le nôtre, et « cerise sur le gâteau », notre président de la République s'octroie généreusement une augmentation de salaire phénoménale.

Allons nous rester longtemps bouder dans notre coin et pleurer sur nos malheurs ? Une réaction forte et déterminée est indispensable et urgente. Des victoires sont possibles, les marins pêcheurs ont montré qu'on pouvait faire plier ce gouvernement à condition qu'on veuille bien s'en donner les moyens. La FSU et une large majorité des syndicats de la Fonction Publique vous appellent à vous mettre en grève le mardi 20 novembre et à venir nombreux manifester votre mécontentement et votre volonté de maintenir un véritable service public au service de tous et particulièrement des plus défavorisés. Ce sera le moyen de peser pour un budget qui évitera de nombreuses fermetures pour la rentrée de septembre prochain. Ainsi, tous ensemble, on pourra peut-être retrouver la pêche qui nous fait actuellement quelque peu défaut.

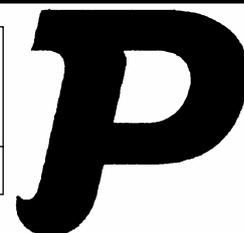
Sommaire : P 1 : Edito ; P2 : Compte rendu de CAPD ; changer de département P 3 : Motion au président de la République, le SNUipp et l'action du 18/10 , grève du 20/11 : déclaration commune intersyndicale P4 : CDEN : déclaration commune

PRESSE

Dispensé de timbrage QUIMPER CTC

SNUipp29 INFOS
113 route de Pont L'Abbé
29000 QUIMPER

Déposé le 09/11/2007



P R E S S E

D I S T R I B U É E P A R

LA POSTE 

Manifestations du 20 novembre

La FSU, leSGEN/CFDT, SUD Education appellent à des manifestations unitaires à : BREST MORLAIX et QUIMPER à 10h30 aux lieux habituels. Des rencontres avec les autres centrales syndicales doivent se dérouler lundi 12 novembre. L'intersyndicale devrait être élargie et il serait possible d'organiser une autre manifestation à QUIMPERLE.

De nouvelles informations vous parviendront après ces intersyndicales, surveillez vos boîtes aux lettres !

Compte rendu de la CAPD du 25/10/07

Les promotions

Cette CAPD, attendue par les collègues, traite des promotions et des stages de formation continue.

942 collègues bénéficieront d'un changement d'échelon. Le tableau suivant récapitule par échelon et par corps les promotions. Le premier chiffre donne le nombre de promus et le second le barème du dernier promu dans l'échelon.

INSTITUTEURS						
Echelon	Au choix		Au mi-choix		A l'ancienneté	
8			1	25.997	1	31.264
9	1	30.869	8	30.578	3	31.264
10	6	35.414	11	35.917	5	21.422
11	5	42.417	5	42.386	2	34.278
PROFESSEURS DES ECOLES						
Echelon	Au grand choix		Au choix		A l'ancienneté	
4					88	11
5	32	17.500			74	12
6	45	21	69	19.558	30	15
7	50	32.897	91	24	36	11.794
8	60	39.569	92	28	45	26
9	43	43.925	52	35.911	22	28.500
10	34	50.906	58	49.906	26	40.831
11	12	56.119	20	49.906	7	48.892
HORS CLASSE						
6 promus à l'échelon 6						
1 promu à l'échelon 7						

Certains seront satisfaits d'autres déçus. Le SNUipp demande toujours l'avancement le plus rapide pour tous. Cette revendication est d'autant plus d'actualité aujourd'hui où l'on parle de salaire au mérite.

La formation continue

Concernant les stages de formation continue, deux modules n'ont pas été retenus (l'œuvre d'art et l'éducation artistique, l'éducation physique et sportive à l'école).

Les demandes de stages sont nombreuses et peu sont donc satisfaites. Il n'est pas facile de se former dans notre métier!

A noter que pour chaque stage, les IEN ont le pouvoir d'accorder des places à des collègues. On ne connaît pas leurs critères de choix et cela nous laisse perplexes surtout lorsque la moitié des places est ainsi attribuée!

Pour les collègues désirant passer l'habilitation anglais (et ils sont nombreux mais on croit deviner les raisons de cet engouement!) un effort est réalisé pour leur permettre de suivre une formation

CHANGER DE DEPARTEMENT

Permutations informatisées : si vous souhaitez changer de département, connaître les éléments du barème, faire connaître une situation exceptionnelle qui permettrait d'obtenir plus facilement votre mutation, n'hésitez pas à contacter le SNUipp

A partir du 19 novembre : ouverture du service internet

10 décembre : fermeture du service internet

Du 11 au 13 décembre : envoi de confirmations de candidatures dans la boîte aux lettres I-Prof de l'enseignant

21 décembre 2007 : date limite du renvoi des confirmations

22 février 2008 : date limite de réception des demandes d'annulation ou de modification exceptionnelle de candidature et des dernières demandes déposées au titre du rapprochement de conjoint (ceci concerne uniquement les couples dont le conjoint est muté postérieurement à la fermeture du serveur)

fin mars 2008 : résultats

FCPE, UNL, FIDL, UNEF, Cé, Crap les cahiers pédagogiques, ICEM, Ligue de l'Enseignement, Cemea, Foeven, FAEN, Ferc-CGT, FSU, Sgen-CFDT, Unsa Education.

Motion

A lire et à faire adopter par les Conseils d'école, les CA des EPLE, les CDEN, les CAEN

Parce que le pays a besoin d'un système éducatif à la hauteur de ses ambitions pour parvenir à faire réussir tous les élèves,

Parce que le choix du gouvernement de supprimer 11200 emplois dans l'éducation augure mal de sa capacité à répondre à cette ambition,

Parce que l'école se doit de lutter contre les inégalités sociales plutôt que de les conforter,

Parce que remettre en cause le collège pour tous est contradictoire avec cette idée,

Parce que lutter contre tous les ghettos scolaires est un devoir pour le pays,

Parce que supprimer la carte scolaire et rétablir les sélections dans le système éducatif va à l'encontre de ce principe.

C'est pour cela et afin de vous faire part de leur profonde inquiétude, Monsieur le Président de la République, que les membres du (1)..... tiennent à s'associer à la lettre ouverte que vous ont envoyée 15 organisations et qu'ils vous adressent cette motion.

(1) : préciser le conseil (CAEN, CDEN, conseil d'administration, conseil d'école etc)

Le SNUipp et l'action du 18 octobre.

Les attaques de Sarkozy et de son gouvernement contre l'école, la fonction publique, les retraites, la protection sociale sont d'une ampleur inégalée depuis des décennies. Seules des actions massives et unitaires nous permettront de les faire reculer. Cependant, le SNUipp national comme le SNUipp 29 n'ont pas appelé les enseignants à se mettre en grève le jeudi 18 octobre. Cette décision n'a pas été prise facilement, des débats ont eu lieu au sein de notre syndicat et de notre fédération, certains départements SNUipp ont fait le choix d'appeler à la grève ce jour-là. La plate forme revendicative qui fait surtout apparaître le problème des régimes spéciaux de retraite ne nous semble pas suffisamment étoffée pour réussir une grande mobilisation. En ce qui nous concerne, nous avons estimé qu'une grève peu suivie risquait d'être plus néfaste que bénéfique pour nos revendications et démobilisatrice pour la suite de l'action. Néanmoins un préavis de grève a été déposé pour couvrir nos collègues qui souhaitent être dans l'action le 18 et nous appelons les personnels disponibles à se joindre aux rassemblements qui auront lieu dans le département.

Le SNUipp entend construire un mouvement dans la durée. Le SNUipp se place dans une perspective unitaire de grève en novembre sur une plate forme plus large: budget, défense des services publics, de la protection sociale et des retraites.

GREVE FONCTION PUBLIQUE : Déclaration commune intersyndicale

Les fédérations de la Fonction publique, CGT, CFDT, FO, FSU, UNSA, SOLIDAIRES, CFTC, constatent que les deux revendications prioritaires, le pouvoir d'achat et l'emploi public, ne sont toujours pas prises en compte par le gouvernement.

Face aux exigences d'augmentation de la valeur du point d'indice pour un réel maintien du pouvoir d'achat, et de refonte globale de la grille indiciaire, sont évoquées par le gouvernement des "mesures concrètes et ciblées" sur une partie des agents de la Fonction publique.

Face aux exigences d'un service public de qualité et de proximité, répondant encore mieux au besoin de toute la population, basé sur des emplois publics statutaires, il est répondu par le Premier Ministre: "Moins de services, moins de personnels, moins d'Etat", confirmé par la suppression de plus de 22000 postes dans le projet de budget de 2008.

Devant le refus persistant du gouvernement de répondre aux exigences et face à ces reculs inacceptables pour les personnels et les usagers, nos organisations syndicales considèrent que l'heure est venue d'une riposte d'envergure pour obtenir satisfaction.

Les organisations appellent tous les agents des trois versants de la Fonction publique (Etat, territoriaux, hospitalier) **à faire grève, à se rassembler, à manifester le 20 novembre 2007** (jour du vote du budget à l'Assemblée Nationale), sur nos exigences en matière de salaires, d'emploi public, de défense du service public, de ses missions et du statut de la Fonction publique

Déclaration commune au CDEN du Finistère du mardi 23 octobre 2007

DDEN, FCPE, Ligue de l'Enseignement, FSU, Sgen-CFDT, Unsa Education, SUD Education

Améliorer la réussite scolaire de tous les jeunes, il n'y a rien de plus urgent !

Après des années de progrès constants, le système éducatif peine encore à remédier à l'échec scolaire de milliers de jeunes en difficulté. Cette crise est d'autant plus urgente à traiter qu'elle s'inscrit dans une société qui voit grandir les inégalités sociales et territoriales.

Non, tous les enfants n'ont pas les mêmes chances au départ, tous les jeunes n'ont pas les conditions de vie, de santé, d'équilibre qui leur permettent, sans accompagnement, d'accéder aux apprentissages, de réussir leur scolarité, de se projeter dans l'avenir. Aider efficacement les jeunes les plus en difficulté, former les enseignants pour cela, combattre les inégalités sociales et le danger que représenterait l'instauration d'une école à deux vitesses, ouvrir un avenir positif pour tous les jeunes, rien de plus indispensable pour les jeunes, pour l'avenir du pays.

C'est ce défi que doit relever le Service Public d'Éducation, parce qu'il est le seul à pouvoir le faire, pour tous, et pas seulement pour les plus favorisés ou les « méritants ».

« Égalité des chances » ou « ambition-réussite », ces grands mots, tout comme les polémiques stériles sur les méthodes d'enseignement, ne peuvent tenir lieu de politique de transformation démocratique de l'École. Au contraire, supprimer des milliers de postes, réduire l'offre d'enseignement pour tous, libéraliser la carte scolaire pour laisser se développer des ghettos scolaires, jouer la concurrence entre établissements, annoncer un collège éclaté, favoriser l'école privée, c'est menacer gravement le service public.

Comment penser transformer l'école en décidant de la priver de milliers d'enseignants et de personnels éducatifs ?

Les 11 200 emplois supprimés dans l'Éducation nationale (et peut-être plus dans les années à venir !), s'ajoutant aux milliers des années précédentes, annoncent encore plus de précarité, de difficultés, pour tous, personnels, familles, élèves. C'est inacceptable. L'école, les enfants et les jeunes méritent mieux.

L'avenir des enfants d'aujourd'hui, leur formation de citoyen et leur insertion professionnelle se jouent dès la maternelle, ils se jouent dans des classes moins chargées, ils se jouent dans un collège pour tous, ils se jouent dans la mise en oeuvre de pédagogies et d'organisations prenant en compte chacun et permettant l'accès de tous aux savoirs, à la culture. Cet avenir se joue certes avec des études dirigées, un accompagnement éducatif égal sur le territoire mais aussi et surtout avec une meilleure cohésion de la communauté éducative, des enseignants formés, des personnels pour accompagner, aider à tous les niveaux enfants et adolescents.

Parents, enseignants, jeunes, militants pédagogiques... pour la réussite de tous les jeunes, nous voulons d'autres choix, un autre budget, une autre politique. C'est une question d'avenir, c'est un enjeu de démocratie.

Actuellement, chaque année

- 400 000 élèves (64 %) obtiennent un bac, deux sur trois poursuivent dans l'enseignement supérieur
- 150 000 obtiennent un diplôme de type CAP ou BEP
- 150 000 élèves sortent encore du système éducatif sans aucun diplôme ou qualification reconnue

Pour la réussite de tous, il faut aller plus loin.

Pour que l'école réponde mieux aux besoins des élèves, il faut lui en donner les moyens : enseignants, personnels de santé, sociaux, de vie scolaire, d'administration...

Les suppressions massives de postes annoncées par le gouvernement (11 200 non-renouvellements des départs à la retraite), c'est encore moins de classes, de sections, d'options et d'aide aux élèves en difficulté.

Déjà, les dégradations se sont accumulées, avec des conséquences pour tous les élèves

- * Classes de plus en plus chargées, suppressions de dédoublements, de travaux en groupes...
- * Baisse importante de la scolarisation des 2/3 ans en maternelle
- * Remplacements de moins en moins assurés.
- * Réduction des options dans les collèges et lycées.

Dans les écoles maternelles et élémentaires.

- * **En cinq ans, 4 101 enseignants de plus pour 184 901 élèves supplémentaires, soit en moyenne seulement 1 création pour 45 élèves !**
- * **En cinq ans, chute à 23 % seulement du taux de scolarisation des deux/trois ans**

Dans les collèges et les lycées

En cinq ans, 21 235 enseignants de moins pour 188 220 élèves de moins, soit en moyenne 1 suppression pour 8 élèves !

Les personnels administratifs

- * En cinq ans, déjà, près de 2 000 postes administratifs avaient déjà été supprimés.
- * C'est encore 1 000 suppressions que prévoit le gouvernement pour 2008 !

Chômage, précarité... c'est ça l'avenir ?

- * Moins de postes aux concours de recrutement, cela contribue à assombrir l'avenir de nombreux étudiants.
- * Des milliers d'emplois supprimés, cela signifie aussi des milliers de personnels non titulaires au chômage et toujours plus de précarité avec des recrutements de vacataires, de contractuels ou d'emplois « aidés » (EVS) à durée de plus en plus courte.

Parents, enseignants, jeunes, militants pédagogiques... pour la réussite de tous les jeunes, nous voulons d'autres choix, un autre budget, une autre politique. C'est une question d'avenir, c'est un enjeu de démocratie.

